

Résumé à l'intention des décideurs

La nature en déficit

Catalyser la transition économique vers une nature positive à l'échelle de mille milliards de dollars



© 2026 United Nations Environment Programme

ISBN :

Numéro de travail :

DOI : <https://doi.org/10.59117/20.500.11822/49119>

La présente publication peut être reproduite en tout ou partie et sous quelque forme que ce soit à des fins pédagogiques et non lucratives, sans autorisation spéciale du détenteur du droit d'auteur, à condition de la citer comme source. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement apprécierait de recevoir un exemplaire de toute publication utilisant le présent document comme source.

La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à quelque fin commerciale que ce soit sans l'autorisation écrite préalable du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Toute demande d'autorisation, mentionnant l'objectif et la portée de la reproduction, doit être adressée à unep-communication-director@un.org.

Déni de responsabilité

Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part du Secrétariat des Nations Unies quant au statut juridique des pays, territoires ou villes, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention de toute société commerciale ou de tout produit dans la présente publication ne signifie nullement que le Programme des Nations Unies pour l'environnement ou les auteurs de ce document approuvent les sociétés ou produits cités. L'utilisation d'informations issues de la présente publication à des fins de publicité n'est pas autorisée. Les noms et symboles de marques commerciales sont utilisés à des fins rédactionnelles sans aucune intention de porter atteinte au droit des marques ou au droit d'auteur.

Les noms et symboles de marques commerciales sont utilisés à des fins rédactionnelles sans aucune intention de porter atteinte au droit des marques ou au droit d'auteur. Nous déplorons toute erreur ou omission susceptible d'avoir été commise involontairement.

© Cartes, photos et illustrations, comme précisé.

Pour citer ce document :

Programme des Nations Unies pour l'environnement (2026). State of Finance for Nature 2026: Nature in the red: Powering the trillion dollar nature transition economy. Nairobi. <https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/49119>

Production : Nairobi

URL : <https://www.unep.org/resources/state-finance-nature-2026>

Crédit de la couverture : Beverley McDonald

Ce texte a été traduit par Raphaele Deau, UNEP et Giorgia Patarnello, UNEP

Core partners:



ECONOMICS OF
LAND DEGRADATION
INITIATIVE



With analytics by:



Frankfurt School
FS-UNEP Collaborating Centre
for Climate & Sustainable Energy Finance



With financial support from:



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
Ministry of the Environment,
Climate and Biodiversity

Contents

- 1 Introduction.....1
- 2 Finance néfaste pour la nature3
- 3 Financement mondial des solutions fondées sur la nature.....5
 - 3.1 Finances publiques intérieures 6
 - 3.2 Financement public international des NbS par le biais de l'aide publique au développement (APD) 6
 - 3.3 Synergies entre finance NbS et les Conventions de Rio 6
 - 3.4 Financement privé des solutions fondées sur la nature 7
- 4 L'écart entre les investissements actuels dans les NbS et les besoins de financement8
- 5 Implications politiques et courbe en X de la transition vers la nature 10



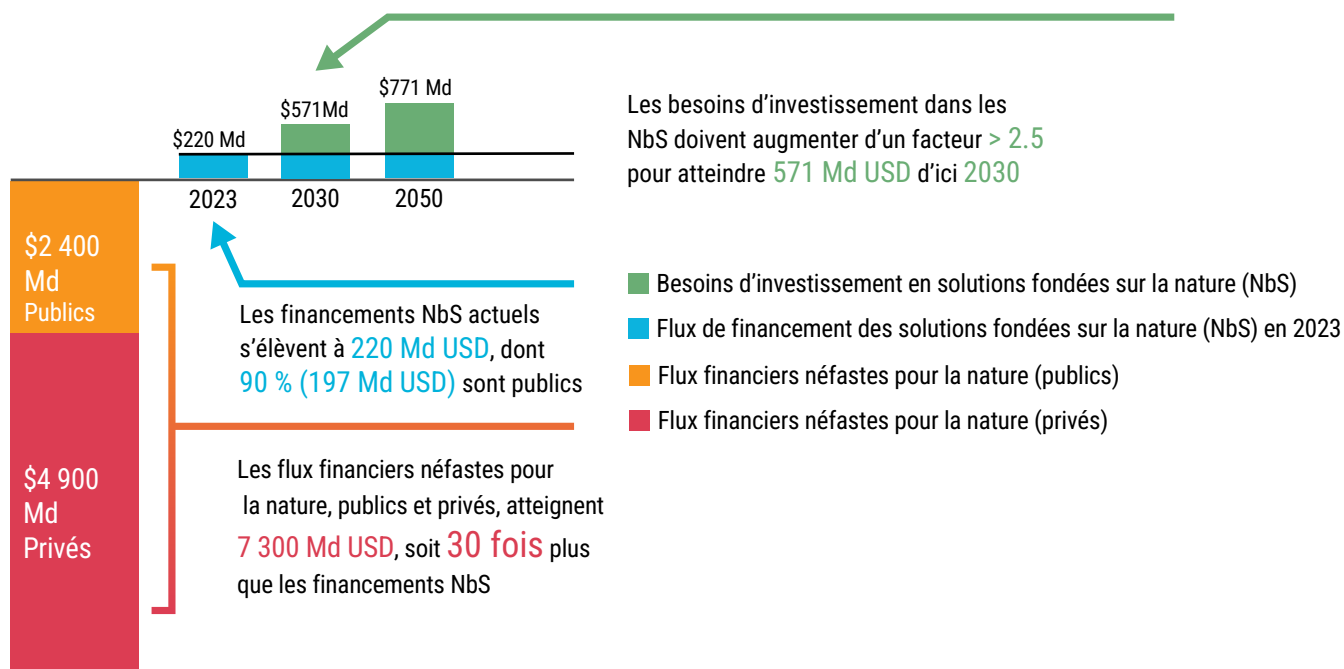
1 Introduction

L'édition 2026 du *State of Finance for Nature* (SFN) souligne l'urgence de mettre en marche le « Grand tournant pour la nature ». Le SFN apporte des données factuelles et des analyses permettant aux décideurs politiques, aux entreprises, aux financiers et à la société civile de prendre des décisions éclairées concernant l'investissement dans les solutions fondées sur la nature (SfN/NbS en anglais¹) et la réduction des flux financiers néfastes pour la nature. Le rapport fournit des informations actualisées permettant d'évaluer la situation et de détecter les tendances dans les investissements publics et privés dans les NbS, dans le contexte des réorientations systémiques de capitaux nécessaires à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de biodiversité, de climat et d'écosystèmes.

Nouveauté du SFN 2026 : la courbe en X de la transition vers la nature, qui identifie les activités qui doivent être abandonnées progressivement et celles qui peuvent changer d'échelle afin d'enclencher le Grand tournant pour la nature.

Le SFN 2026 estime que les flux financiers directement néfastes pour la nature ont atteint 7,3 billions USD en 2023², tandis que l'investissement dans les solutions fondées sur la nature n'a été que de 220 milliards USD – soit un ratio de plus de 30 pour 1 (figure 1). Pour respecter les engagements mondiaux pris dans le cadre des Conventions de Rio, les investissements dans les NbS doivent être multipliés par plus de 2,5 pour atteindre 571 milliards USD d'ici 2030 et 771 milliards USD d'ici 2050, tandis que les flux néfastes doivent être progressivement éliminés ou réorientés.

Figure 1 : Financement néfastes pour la nature, financement NbS et besoins d'investissement en 2023

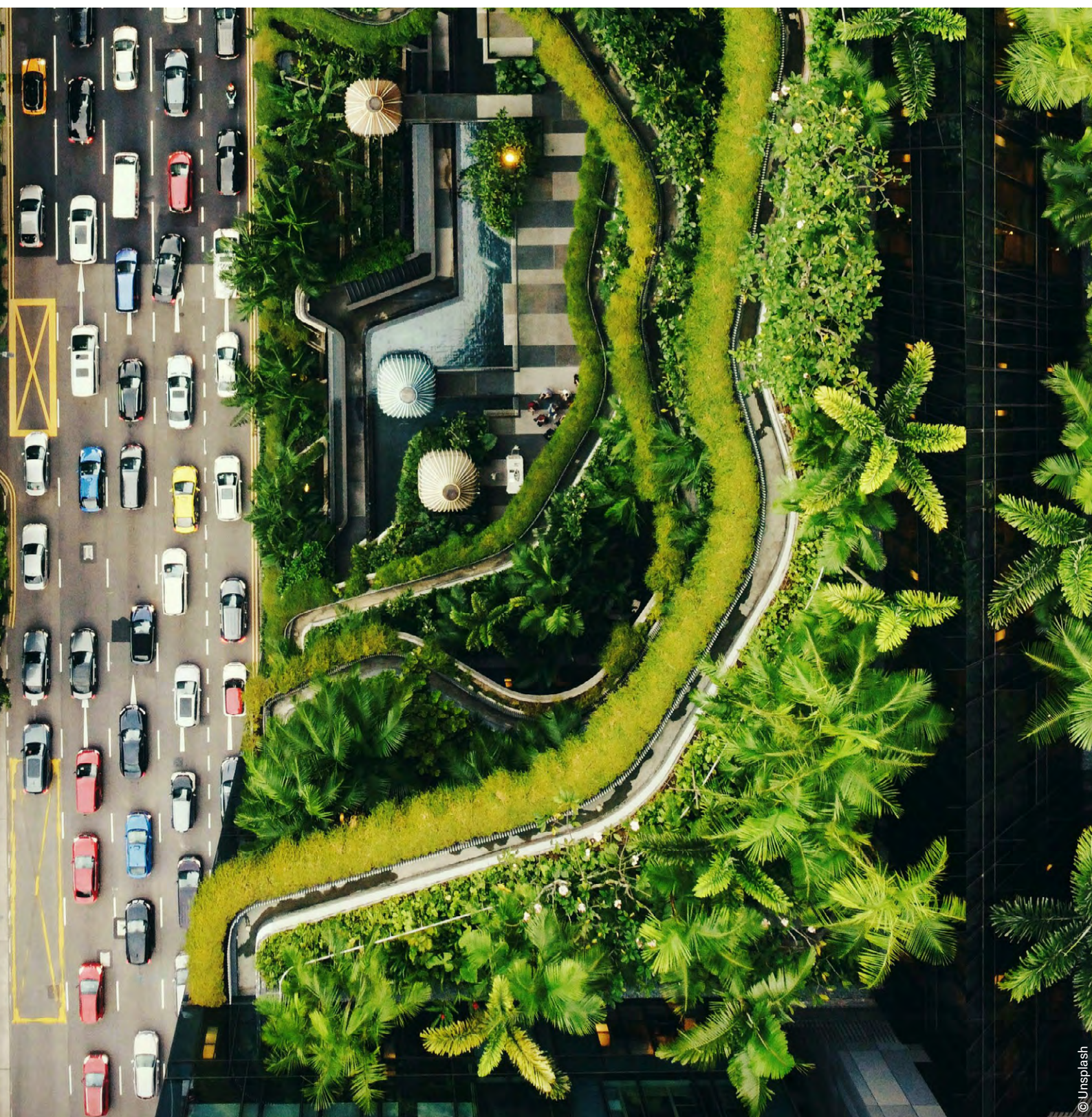


1 Afin d'éviter la confusion avec l'acronyme du rapport (SFN), on utilisera l'acronyme anglais NbS pour référencer les Solutions fondées sur la Nature.

2 L'année d'analyse (agrégation et comparaison) pour le SFN 2026 est 2023. Bien que certaines données soient disponibles pour 2024, celles de 2023 sont utilisées car il s'agit de l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles de manière systématique. Les estimations sont exprimées en dollars américains constants de 2024.

Malgré un contexte géopolitique difficile, il existe des raisons d'être optimiste grâce à une prise de conscience accrue, de meilleures données et des engagements croissants en faveur d'une transition vers une économie plus résiliente face au climat et respectueuse de la nature de la part de certains gouvernements, de la société civile et des entreprises. Des signes indiquent que le secteur financier cherche à mieux comprendre ses dépendances, ses impacts, ses risques et ses opportunités (DIRO) liés à la

nature. Plus de 730 acteurs, représentant 22 400 milliards de dollars d'actifs sous gestion, ont adopté les recommandations du Groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives à la nature (TNFD). L'amélioration des données et le suivi transparent des flux financiers peuvent permettre d'accélérer les actions et les investissements des gouvernements et du secteur privé, et ainsi tirer parti des opportunités de croissance offertes par la nature.



2 Finance néfaste pour la nature

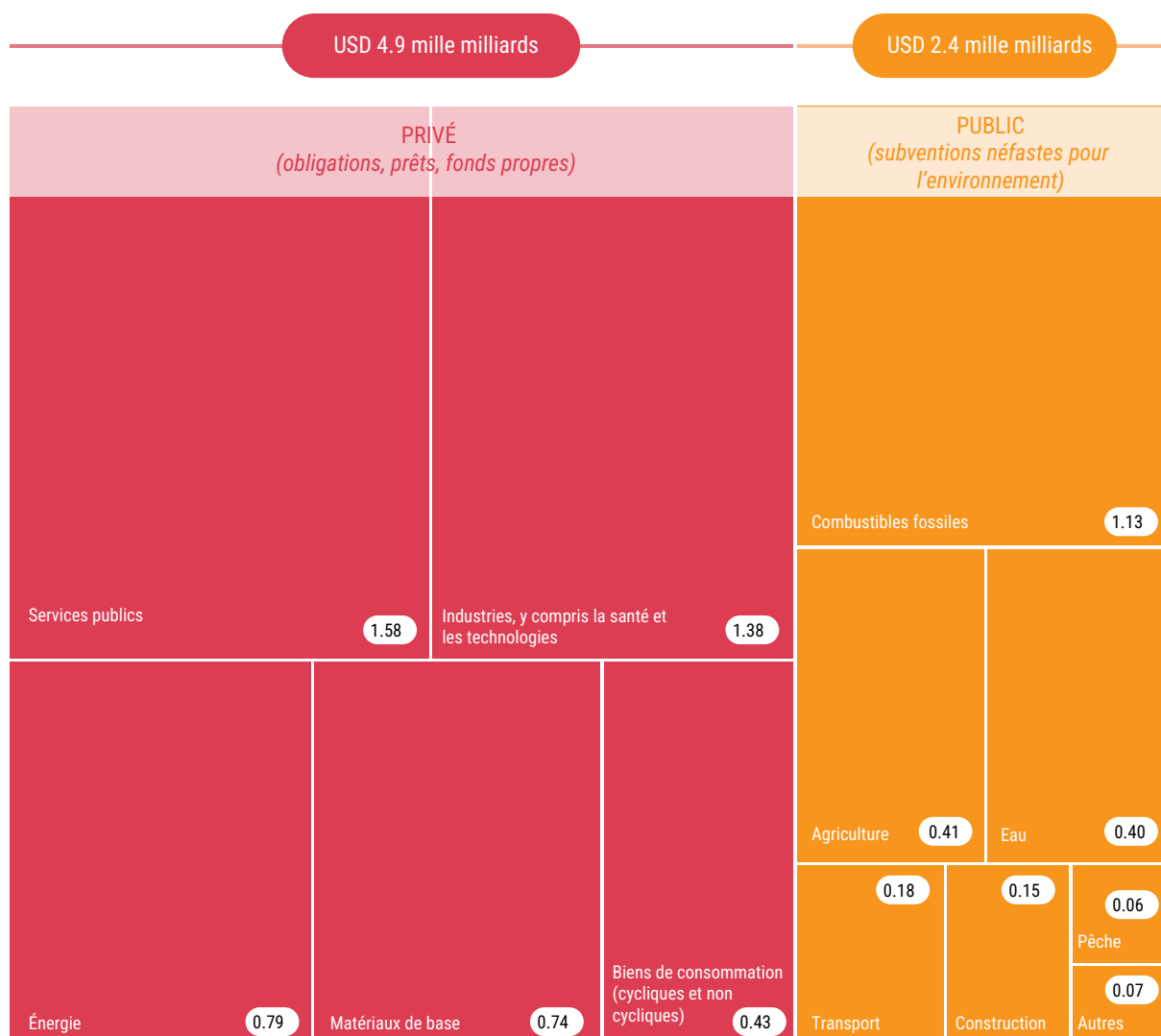
La finance néfaste pour la nature demeure le principal obstacle à la transition vers des sociétés plus respectueuses de la nature. En 2023, 7300 milliards USD ont été investis dans des activités qui endommagent directement la nature :

- 2400 milliards USD en subventions publiques aux combustibles fossiles, à l'agriculture, à l'usage de l'eau, aux transports et à la construction ;

- 4900 milliards USD provenant de capitaux privés, concentrés dans les secteurs des services publics, de l'industrie, de l'énergie et des matériaux (figure 2).

Les subventions publiques et les investissements privés se renforcent souvent mutuellement, piégeant le capital privé dans des secteurs néfastes pour l'environnement tels que l'industrie des combustibles fossiles. Par exemple, dans le secteur agricole, les subventions préjudiciables à l'environnement

Figure 2 : Flux financiers à impact environnemental négatif en 2023



(SPE/EHS en anglais) incluent les transferts directs et indirects des gouvernements aux agriculteurs, augmentant artificiellement les prix des cultures ou encourageant la surutilisation d'engrais et de pesticides – et entraînant des pratiques non durables, la surproduction, la conversion des terres et la déforestation. Outre les SPE, les financements publics préjudiciables à l'environnement incluent également les dépenses publiques liées aux infrastructures, au logement, aux barrages et aux industries extractives.

Les flux de capitaux privés à impact environnemental négatif demeurent élevés, à 4 900 milliards de dollars (en 2023), et sont fortement concentrés dans quelques secteurs (voir figure 2). Malgré une prise de conscience croissante de l'importance de la biodiversité et des risques climatiques, les investissements privés à impact environnemental négatif sont restés élevés, entre 5 000 et 6 000 milliards de dollars, entre 2020 et 2023, ce qui témoigne de progrès limités à ce jour en matière de découplage entre le capital et la dégradation de la nature. En 2024, ces financements privés ont même augmenté de 12 % pour atteindre 5 500 milliards de dollars.

Du côté positif, les investissements privés nuisibles à l'environnement, notamment dans le secteur pétrolier et gazier, ont diminué, passant de presque 1 000 milliards de dollars américains en 2020 à 519 milliards de dollars américains en 2023. Cette baisse de 50 % en quatre ans est cohérente avec la prise de conscience croissante de l'importance des risques liés à l'environnement pour la stabilité financière, et la baisse des coûts de production des énergies renouvelables.

Les données et analyses du SFN 2026 suggèrent que si les gouvernements réduisent et réorientent les SPE dans quelques secteurs clés et si le secteur privé adopte des modèles économiques minimisant l'impact sur l'environnement tout au long des chaînes de valeur, il est possible de réduire significativement les financements publics et privés néfastes pour l'environnement. Parmi les autres leviers politiques dont disposent les gouvernements et les autorités de régulation financière figurent l'obligation de divulguer les données financières liées à la nature, l'intégration des risques liés à la nature dans la supervision financière et le soutien aux stratégies de transition juste afin de minimiser les impacts négatifs sur les travailleurs.

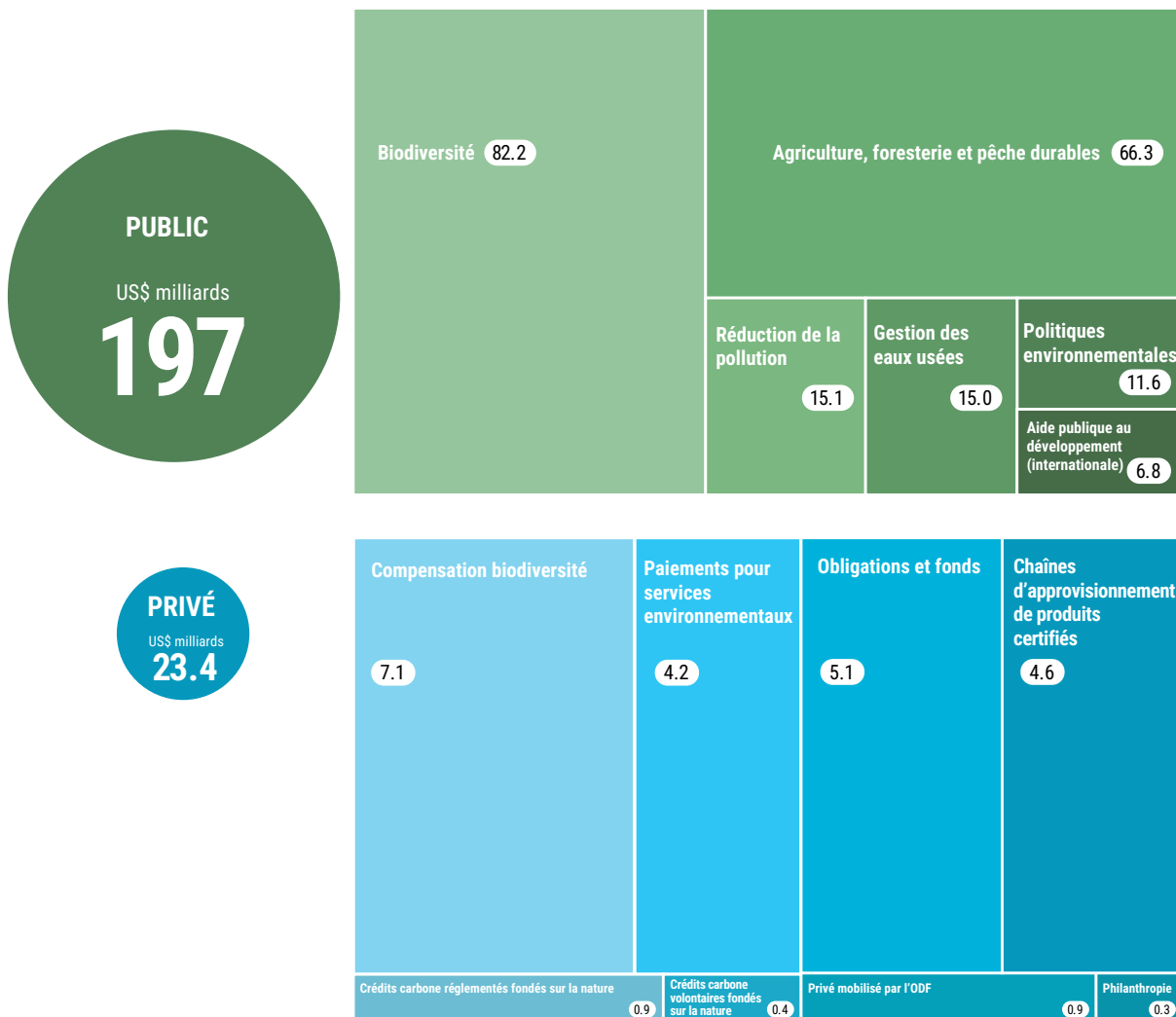


3 Financement mondial des solutions fondées sur la nature

Le financement total des NbS a atteint 220 milliards de dollars américains en 2023, soit une hausse de cinq pour cent depuis 2022. Les flux de financement publics vers les NbS sont neuf fois plus importants que les flux de financement privés.

- Les financements publics ont fourni 197 milliards de dollars américains (90 % du financement total des NbS).
- Le financement privé a représenté 23,4 milliards de dollars américains (10 %).³

Figure 3 : Flux de financement publics et privés vers les solutions fondées sur la nature en 2023



³ La diminution, qui passe de 35 milliards de dollars US en 2022 à 23 milliards de dollars US en 2023, est en partie due aux différences de données et de méthodes utilisées.

3.1 Finances publiques intérieures

Les dépenses publiques intérieures constituent la principale source de financement des NbS, avec **190 milliards de dollars USD en 2023 (soit une hausse de 4 pour cent par rapport à 2022)**. Les dépenses consacrées à la protection de la biodiversité et des paysages ont connu une forte croissance (plus 11 pour cent), reflétant potentiellement l'engagement des gouvernements à accroître les dépenses de conservation de la biodiversité afin d'atteindre les objectifs du Cadre mondial pour la biodiversité (CMB). Le financement public des NbS pour l'agriculture, la foresterie et la pêche a quant à lui diminué.

Malgré leur importance, les dépenses publiques intérieures consacrées aux solutions fondées sur la nature restent modestes comparées aux subventions néfastes pour l'environnement, qui dépassent 2 300 milliards de dollars américains par an. Il est essentiel, pour le bien-être humain et une croissance économique durable, d'aligner les budgets nationaux sur les engagements pris pour enrayer et inverser l'érosion de la biodiversité, atteindre les objectifs climatiques et assurer la neutralité en matière de dégradation des terres.

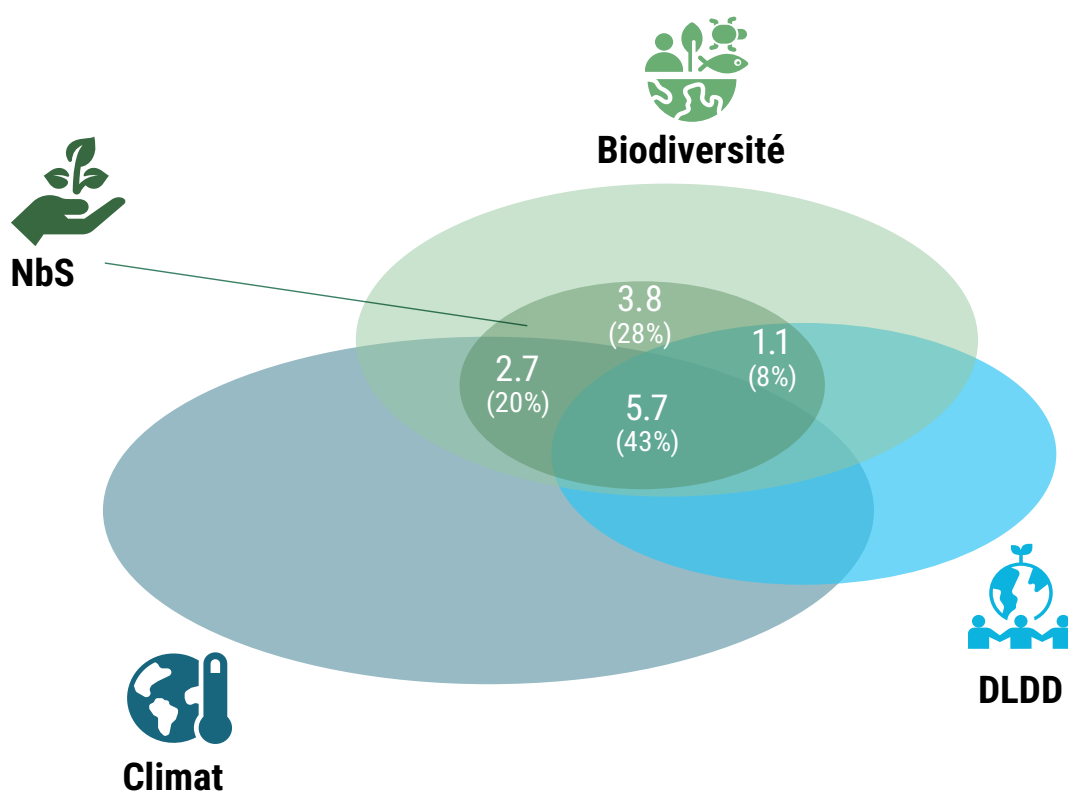
3.2 Financement public international des NbS par le biais de l'aide publique au développement (APD)

L'aide publique au développement allouée aux NbS continue de progresser, atteignant 6,8 milliards de dollars USD en 2023, soit une hausse de 21 % par rapport à 2022 et de 55 % par rapport à 2015. Cette source demeure un levier essentiel pour le déploiement à grande échelle des NbS. Cependant, les budgets de l'aide publique au développement sont soumis à de fortes pressions en 2024 et 2025 en raison du contexte géopolitique, ce qui pourrait limiter les flux futurs.

3.3 Synergies entre finance NbS et les Conventions de Rio

Environ 43 % des fonds APD ciblant les solutions fondées sur la nature en 2023 soutenaient des projets répondant simultanément aux trois conventions de Rio, démontrant ainsi la capacité des NbS à générer de multiples avantages à l'échelle mondiale en s'attaquant simultanément au changement climatique, à la perte de biodiversité et à la dégradation des terres.

Figure 4: Contribution de l'aide publique au développement pour les NbS ciblant les Conventions de Rio en 2023



3.4 Financement privé des solutions fondées sur la nature

Les investissements privés dans les NbS ont atteint 23,4 milliards USD en 2023. Bien que modestes en valeur absolue, ils témoignent d'une dynamique positive. Les compensations liées à la biodiversité ont représenté plus de 7 milliards de dollars américains ⁴, les chaînes d'approvisionnement certifiées plus de 4 milliards de dollars américains, les obligations et les fonds liés à la biodiversité environ 5 milliards de dollars américains et les marchés du carbone fondés sur la nature 1,3 milliard de dollars américains.

Les investissements dans les chaînes d'approvisionnement certifiées, par exemple, restent bien en deçà des engagements pris par les Entreprises de biens de consommation, les détaillants et autres types d'entreprises privées pour mettre fin à la déforestation tropicale, réduire la perte de

biodiversité et les émissions de gaz à effet de serre. Ceci souligne les limites des engagements volontaires du secteur privé, notamment en l'absence de feuilles de route claires pour atteindre les objectifs fixés, les engagements d'investissement ou la volonté de partager les risques financiers liés à la transition vers des pratiques plus durables. Les marchés de la biodiversité et du carbone demeurent soit naissants, soit limités par des notions d'intégrité, d'additionnalité et d'équité.

Bien que les investissements privés dans les NbS restent modestes, leur potentiel est considérable. Avec un environnement favorable, des normes et des mécanismes de partage des risques adaptés, les capitaux privés pourraient croître rapidement et jouer un rôle déterminant dans la réduction du déficit de financement des NbS. La mobilisation des financements privés est essentielle à la construction d'une économie de transition écologique de mille milliards de dollars.



⁴ SFN reconnaît que les mesures compensatoires de biodiversité sont des mécanismes de compensation qui peuvent ne pas aboutir à des résultats globalement positifs pour la nature. Cependant, cette analyse prend en compte les financements mobilisés par le biais de programmes obligatoires de compensation de la biodiversité, partant du principe qu'en l'absence de ces programmes, la plupart des dommages causés à la nature par les promoteurs immobiliers ne seraient pas compensés. Par conséquent, l'investissement dans les mesures compensatoires représente un gain net par rapport à un scénario de statu quo.

4 L'écart entre les investissements actuels dans les NbS et les besoins de financement

Bien que les flux financiers destinés aux NbS aient continué de croître, ils demeurent largement inférieurs aux niveaux requis pour atteindre les objectifs de la Convention de Rio en matière de biodiversité, de climat et de restauration des terres. Les flux financiers annuels alloués aux NbS, qui s'élèvent actuellement à 220 milliards de dollars américains, doivent être multipliés par plus de deux et demi pour atteindre 571 milliards de dollars américains d'ici 2030, puis tripler pour atteindre 771 milliards de dollars américains d'ici 2050 afin d'atteindre les objectifs de Rio.

La figure 5 présente les opportunités d'investissement dans les NbS regroupées en trois catégories : protection, restauration et gestion durable des terres, de 2030 à 2050. Les investissements supplémentaires nécessaires en 2030 sont les plus importants pour la restauration (181 milliards de dollars USD), suivie de la gestion durable des terres (101 milliards de dollars

USD) et de la protection (68 milliards de dollars US). Bien que les besoins d'investissement pour la protection semblent faibles, le SFN 2023 et le rapport « État des finances pour les forêts » (PNUE 2025) indiquent que cela s'explique par son rapport coût-efficacité et son faible coût par hectare par rapport aux NbS liées à la restauration et à la gestion durable des terres. Dans la mesure du possible, la protection devrait être privilégiée.

Étant donné que les entreprises prennent des décisions d'investissement en fonction des signaux et incitations du marché et des consommateurs, les gouvernements doivent créer un environnement favorable pour catalyser les investissements privés dans les NbS, par exemple en réglementant la production de matières premières « sans déforestation » et en soutenant le développement de marchés pour les services écosystémiques.

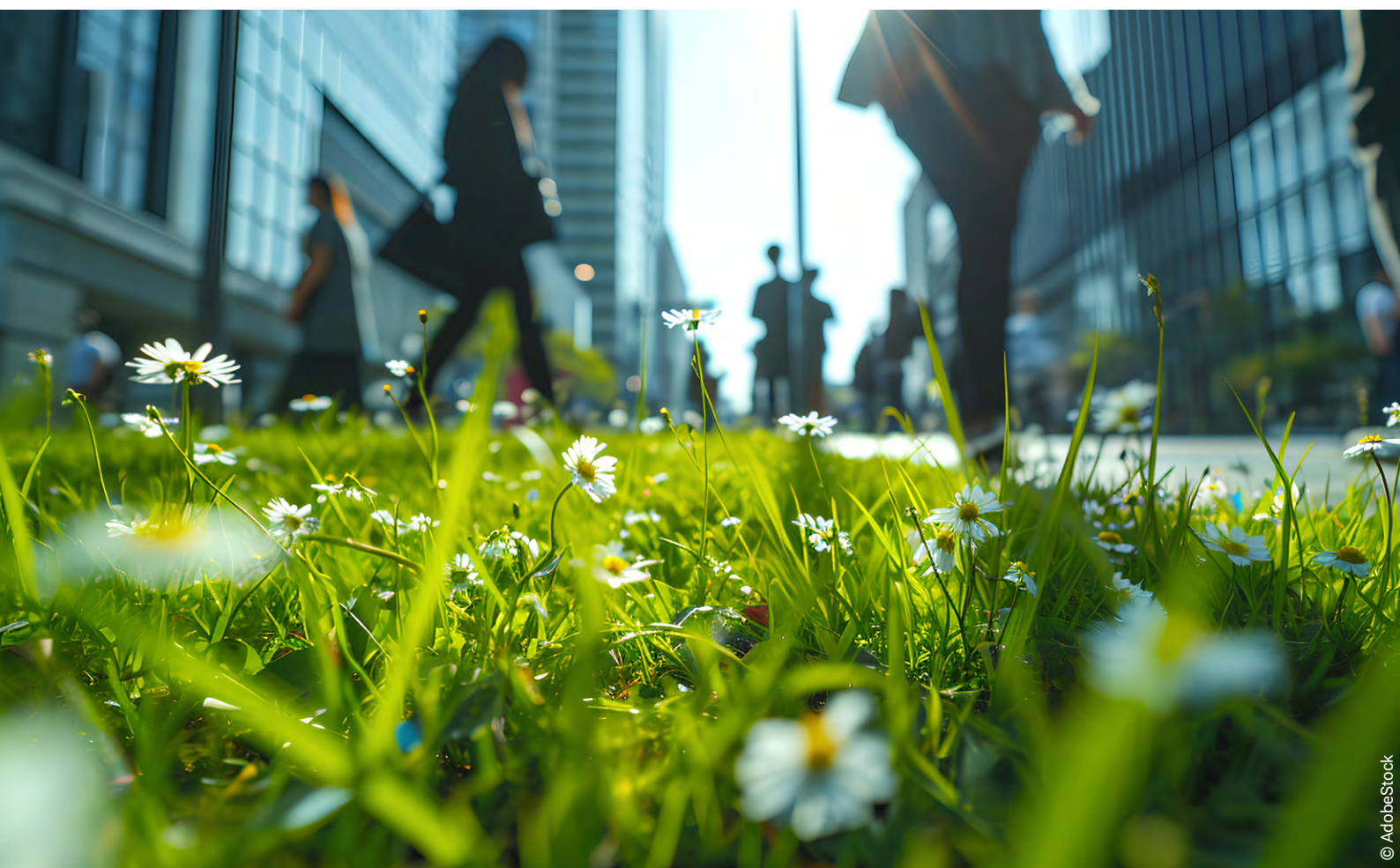
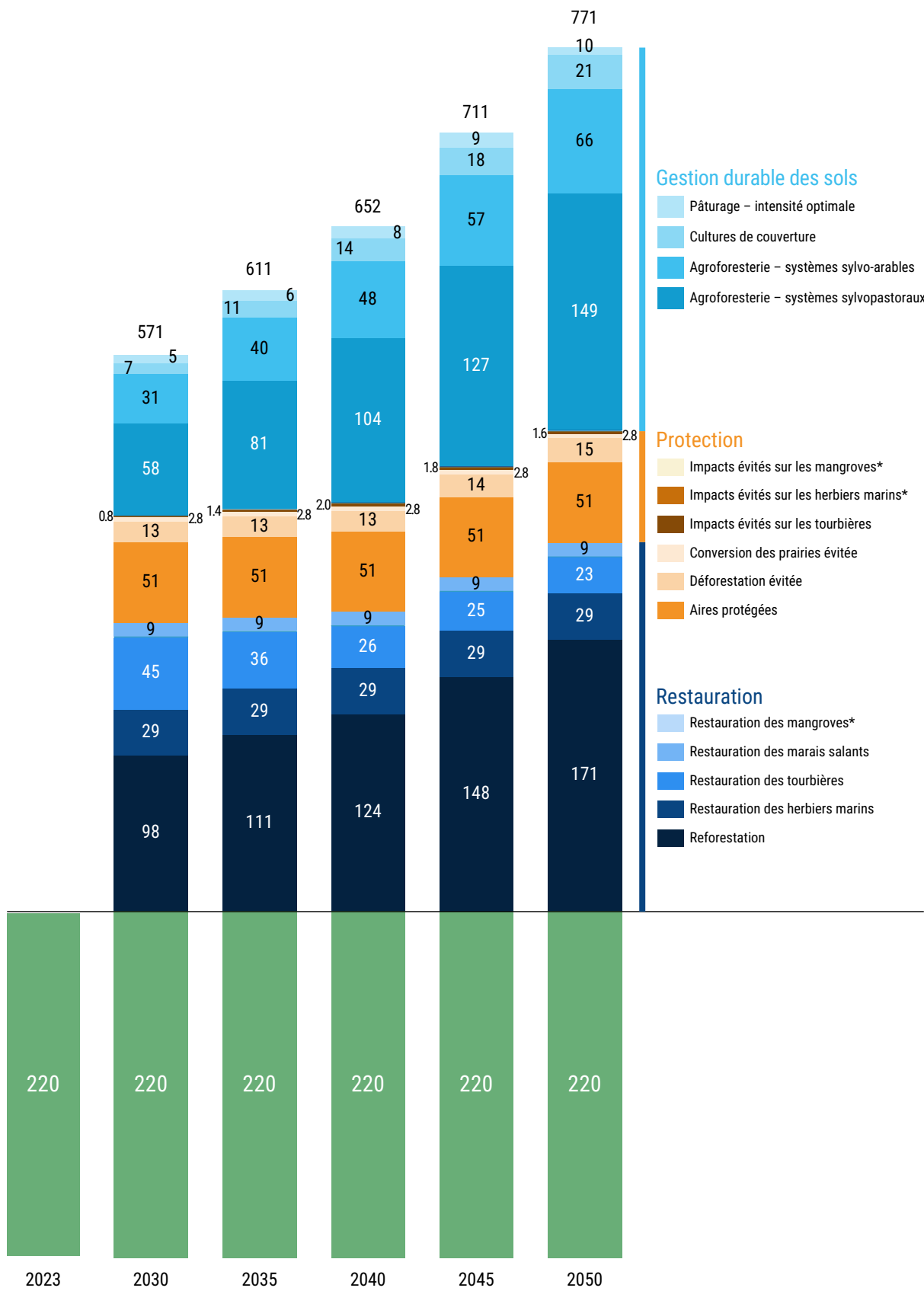


Figure 5: Besoins annuels d'investissement dans les NbS pour atteindre les objectifs de Rio (milliards de dollars US)

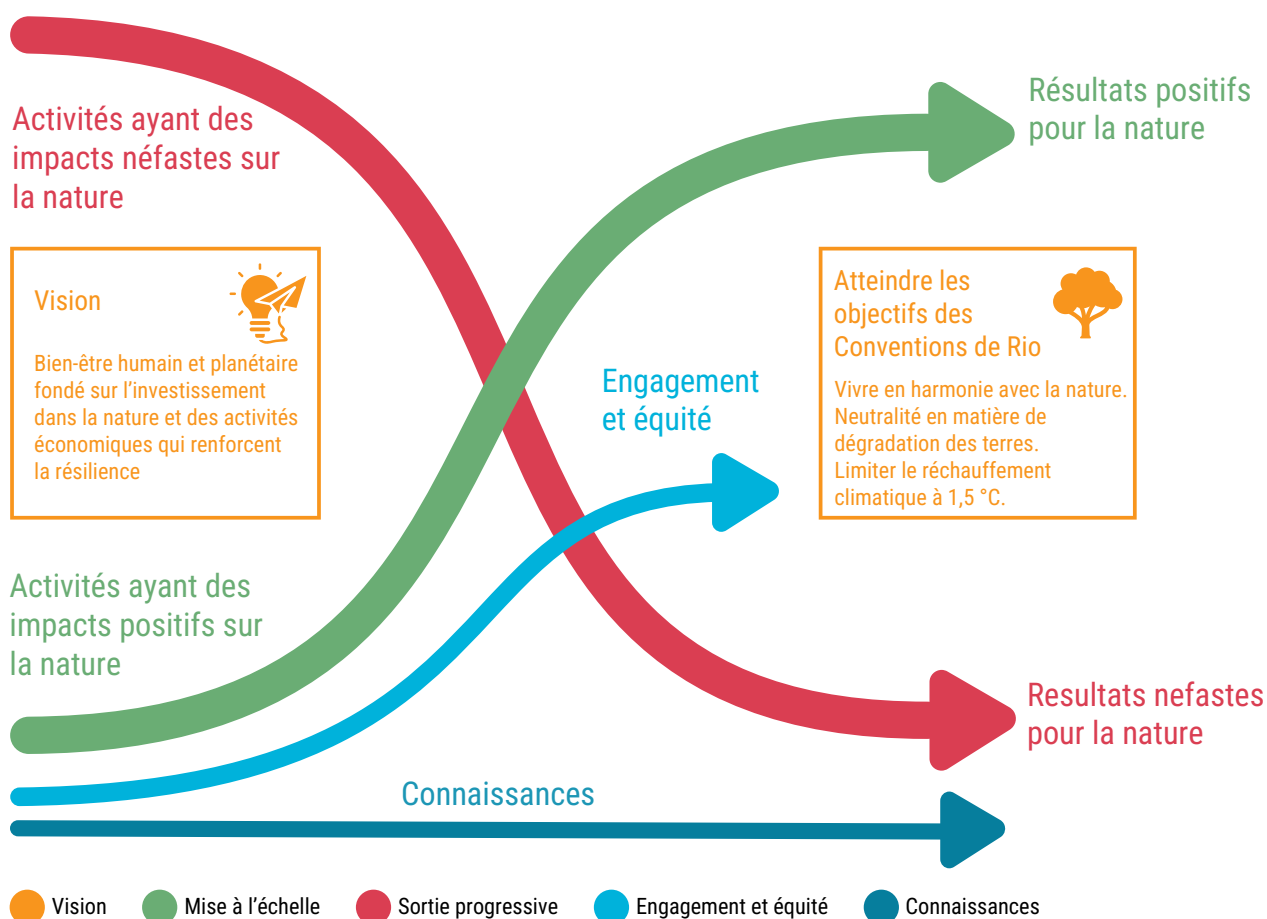


5 Implications politiques et courbe en X de la transition vers la nature

Le grand tournant pour la préservation de la nature exige de saisir l'opportunité de réorienter les 7 300 milliards de dollars de financements néfastes pour la nature, tout en intensifiant les dépenses et les investissements dans les NbS. Cela nécessite une action politique urgente et un changement fondamental de l'approche extractive dominante.

Le SFN 2026 introduit une courbe en X pour cette transition afin d'illustrer le double défi : éliminer progressivement les flux financiers néfastes pour la nature tout en intensifiant les NbS pour des résultats positifs. Cette approche en forme de X peut aider les gouvernements, les entreprises et le secteur financier à prioriser les étapes clés pour réussir cette transition.

Figure 6: La courbe en X de la transition pour la nature – Un cadre pour transiter vers une société respectueuse de la nature



Les priorités à court terme comprennent :

- Réformer les subventions néfastes et aligner les budgets sur les objectifs de la Convention de Rio.
- Accroître les investissements publics dans les NbS, notamment les biens publics.
- Une réglementation et des incitations gouvernementales efficaces pour aligner les investissements sur la vraie valeur de la nature et de ses services écosystémiques.
- Rendre obligatoire la divulgation des risques et des impacts liés à la nature afin de modifier les incitations.
- Développer les instruments de financement mixte et de réduction des risques, ainsi que les marchés carbone et biodiversité à haute intégrité, afin de mobiliser des capitaux privés à grande échelle.

La courbe en X de la transition vers la nature est un outil d'aide à la conception de plans de transition. Un exemple est fourni aux gouvernements, positionnant des priorités politiques le long de cette courbe afin

de réduire les activités néfastes pour la nature et d'intensifier celles qui lui sont bénéfiques⁵. Des courbes en X équivalentes peuvent être élaborées par et pour les entreprises et les institutions financières afin de les guider sur la manière de réduire les flux de capitaux néfastes pour la nature de façon équitable et financièrement viable, et sur la manière d'intégrer les NbS dans l'ensemble de l'économie réelle, au-delà des secteurs traditionnels de l'utilisation des terres.

Des mesures efficaces peuvent favoriser l'émergence d'une économie de transition fondée sur la nature, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars. Seul un accroissement des investissements dans les NbS et une accélération de la transition vers une économie de la nature et la bioéconomie permettront d'atteindre les objectifs fixés pour 2030 par les Conventions de Rio et de protéger le capital naturel qui garantit la sécurité de la Terre pour tous. Les gouvernements, les entreprises et les institutions financières ont tous intérêt à ce que les écosystèmes restent fonctionnels et sains, afin de soutenir la croissance de l'économie réelle et du système financier.



⁵ Des leviers politiques plus détaillés sont proposés dans l'annexe technique du SFN 2026.

Le PNUE exprime sa reconnaissance à l'ensemble de ses partenaires financiers. Depuis plus de 50 ans, le PNUE est la principale autorité mondiale en matière d'environnement qui mobilise l'action au moyen de données scientifiques, sensibilise l'opinion publique, renforce les capacités des parties prenantes et les rassemble pour agir de concert.

Le programme de travail de base du PNUE est rendu possible grâce aux contributions souples versées par les États membres et d'autres partenaires au Fonds pour l'environnement et aux Fonds planétaires du PNUE. Ces fonds permettent de trouver des solutions flexibles et innovantes pour lutter contre les changements climatiques, la perte de la nature et de la biodiversité, la pollution et les déchets.

Soutenez le PNUE. Investissez dans les personnes et la planète.

www.unep.org/funding



www.unep.org/fr
unep-communication-director@un.org